



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Une autre vision de l'Europe

Dijon, le 1^{er} mars 2013

Madame la Haut Représentante
pour les Affaires Etrangères
de l'Union Européenne
Commission européenne
175 - Rue de la loi
B - 1048 BRUXELLES

Catherine.ashton@ec.europa.eu

OBJET : sortie de crise en Syrie

Madame,

J'ai l'honneur de vous écrire pour vous demander d'intervenir, dans votre statut de Haut Représentante pour les affaires étrangères de l'Union Européenne, dans la facilitation de négociation concernant le conflit interne en Syrie car il en va de la proche politique extérieure de l'Union et de la stabilité, comme de la sécurité, du pourtour méditerranéen.

Nous reconnaissons le rôle de la France comme ambassadrice européenne sur cette région de par ses liens historiques mais réclamons que l'Europe fasse également entendre sa voix et intervienne plus fortement dans une sortie de crise honorable car cette crise n'est plus supportable.

Ayant moi-même pratiqué les relations internationales au ministère de la défense, j'ai l'honneur de vous faire part de deux passages du tome 1 de « politiques européennes » que j'ai écrit et publié (Dictus Publishing) en tant que président de l'IRCE, où vous trouverez certaines solutions, différentes de celles exprimées jusqu'à maintenant mais s'accordant aux principes d'une négociation raisonnée prenant en compte certaines réalités et certaines méthodes.

L'IRCE s'engagera également prochainement dans une série d'événements et d'actions pour la relance du dialogue et de la dynamique euro-méditerranéenne, élément stratégique européen et mondial.

Espérant votre accord et restant à votre disposition, veuillez croire, à l'expression de mon profond respect

François CHARLES
Président



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Une autre vision de l'Europe

. Quelles solutions de sortie de crise en Syrie ? (mai 2012)

Depuis les images désolantes de corps d'enfants morts, la Russie et la Chine ont rejoint les autres membres du conseil de sécurité de l'ONU pour condamner les agissements de la Syrie qui bien entendu se défend mais sans grand crédit. On peut donc penser et se réjouir que la mèche de la troisième guerre mondiale ne soit donc pas encore allumée dans la poudrière du Proche Orient. Voilà qui peut faire également réfléchir le président iranien voisin.

Certaines questions restent en suspens : fallait-il en arriver là pour obtenir ce consensus et pour quelle décision ? Y a-t-il similitude avec le conflit Lybien ? Quel est l'objectif du Président syrien, et celui de l'ONU ? Quelles sont les réalités et les options mesurables, réalisables et déterminées dans le temps (SMART) pour réduire ce conflit interne ? Faut-il prévoir une MEilleure SOLution de REchange (MESORE) pour le Président Bachar al-Assad qui semble faire SA guerre ?

Sans attendre un conflit supplémentaire, avons-nous une analyse des conflits passés : Était-ce de bonnes décisions ? Les faits, possibilités, répercussions et conséquences avaient-ils été pris en compte ? Comment faire à l'avenir ? Pourquoi ne pas travailler avec méthode en utilisant notamment la théorie des organisations pour aider à se poser les bonnes questions surtout dans le cadre de gestion de crise internationale.

Une fois le bon processus identifié, il convient aussi de se rappeler que nous n'avons pas « les mêmes lunettes », que l'être humain risque souvent de trop se focaliser sur ses expériences en oubliant de nouvelles options, d'être trop attiré par une nouvelle théorie stimulante en oubliant les retours d'expérience, d'être trop focalisé sur une solution logique en oubliant les impacts sur les personnes et les notions de valeurs humaines ou bien d'être trop proche des valeurs en refusant de prendre des décisions logiques et souvent difficile. Une crise doit être abordée de façon équilibrée en marchant sur ses deux pieds comme nous l'enseignent les modèles de Jung.

En matière de *recherche d'information*, définir le problème revient souvent à dire quels sont les faits (S) en ayant les pieds sur terre. Qu'est-ce que vous-même ou d'autres ont déjà tenté pour résoudre ce genre de problème ? Qu'est-ce qui a bien marché ou qui a échoué ? Quelles sont les ressources disponibles ? Mais il convient aussi de considérer toutes les options (N) de façon conceptuelle, de se poser de quelles manières peut-on examiner la question ? Qu'impliquent les données ? Quels sont les liens avec d'autres personnes ou des questions plus larges ? Quelles théories permettent d'aborder ce genre de problème ?



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Une autre vision de l'Europe

En matière de *prise de décision*, il s'agit d'analyser la conséquence logique de chaque option (T) Quel est le pour et le contre ? Quelles sont les conséquences logiques de chaque option ou d'une absence de décision ou d'action ? L'option choisie s'appliquera-t-elle d'une manière égale et équitable ? Il convient aussi d'évaluer humainement chaque option de décision (F). S'accorde-t-elle à mes valeurs ? Comment affectera-t-elle les personnes concernées ? De quelle manière chaque option contribuera-t-elle à l'harmonie et aux interactions positives ? Comment puis-je aider les autres en prenant cette décision ?

Une série de questions existent concernant le leadership (autocratique, démocratique... leader responsable, opérationnel, de processus...) , la structure de l'organisation considérée (l'exécutif syrien), ses membres avec les groupes et les sous-groupes (religieux, ...), son énergie avec sa stratégie (sur la région), sa raison d'être et son travail et enfin sur l'environnement interne (opinion, armée, Parlement, intellectuels, forces diverses) et externe (alliées, concurrents, partenaires économiques.). Mais nous ne pouvons les aborder en quelques lignes.

Notons toutefois trois éléments importants : le *contre leader* apparaît lors de l'endormissement du leader ou lors de l'absence de solution de sortie de crise si la tension dure trop face à une menace extérieure. Le leader est alors placé sur la *planche à secousse*. Par ailleurs, une victime appelle souvent un sauveteur face à un persécuteur mais chaque position peut changer. Enfin, comme en entreprise, le jeu peut être réduit en travaillant non pas à la résolution du conflit mais sur un travail constructif prospectif faisant oublier le conflit.

Mais comme en négociation, il convient d'abord de considérer et comprendre les affaires de personnes puis de les évacuer sous peine de ne pouvoir travailler. J'ai beaucoup œuvré à l'international ou dans le multiculturel et généralement l'erreur permanente est de trouver l'arrangement immédiat qui fera arrêter les combats mais sans forcément en comprendre l'origine et donc sans résoudre le problème de fond. Les DRH la font également souvent en entreprise en replaçant des personnes sans résoudre le problème de fond qui risque de revenir.

Pour revenir sur le sujet, peut-on s'en sortir sans intervention armée ? S'agissant des réalités, il ne s'agit pas ici de luttes entre Etats mais d'une lutte à l'intérieur de la structure. Nous sommes bien en présence d'une guerre civile entre deux sous-groupes dont la minorité est soutenue par son chef au pouvoir par la force (comme en Irak), avec une armée organisée, un pays non encore exsangue. L'objectif des Nations Unies est bien d'arrêter les combats, pour le président syrien (leader) de réduire au silence les opposants (contre leader) et pour ces derniers, de pouvoir « exister » en se faisant aider par une aide extérieure qui se pose la question si le jeu en vaut la chandelle mais qui est prête à le faire quand le *carnet de timbres*



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Une autre vision de l'Europe

est rempli, ce qui semble être le cas. Le deuil est prêt à être vécu. Mais sera-ce celui de la mort des enfants ou celui des suites de l'intervention armée autorisée par l'ONU ?

Le Président, minoritaire, cherche à éviter un étouffement. Comme la Serbie en son temps, voire la Pologne en 1938, il ne peut plus compter sur ses liens d'amitié avec la France depuis les bombardements. Cette dernière sait ne pas intervenir mais également faire néanmoins entendre sa voix forte quand il le faut pour défendre les libertés dans un soubresaut héroïque comme pendant les 100 jours, pendant la commune, au chemin des dames ou à Koufra en Lybie justement.

Nous naviguons entre croyances et généralisation. Il est désormais avéré que certaines villes syriennes étaient bien réprimées depuis longtemps mais sans preuves matérielles ni rationnelles à l'abri des médias. De plus, même si des expériences existent en Lybie et en Irak et si des données sont similaires, on ne peut déboucher sur une même conclusion générale d'intervention car de nombreuses données sont différentes. Sachons ne pas recommencer les mêmes erreurs et préparer plusieurs options de solution avant toute intervention en tenant compte des réalités locales.

Contrairement à ce que certains annonçaient, ni la pression de la Ligue Arabe, ni le pseudo blocus économique de la Syrie n'étaient apparemment suffisants. Il le sera peut-être à moyen terme si la Russie coupe désormais réellement ses liens, ce qui retardera encore une solution armée et accroîtra sans doute à court terme la guerre civile et la répression. La Syrie intéresse-t-elle suffisamment pour ses ressources quand on sait que la Libye produit 2 millions de barils par jours quand la Syrie n'en produit que 400 000. La Libye extrait 10 milliards de m³ de gaz par an quand la Syrie n'en est qu'à 22 millions. Mais si la Libye était isolée diplomatiquement et géographiquement, la Syrie est un élément géostratégique clé.

Si une intervention armée aérienne est décidée, prévoyons cette fois-ci de façon réaliste et mesurable qu'elle durera encore plus longtemps qu'en Lybie, car l'armée syrienne est plus organisée. Même si cette guerre n'est pas souhaitable, le rêve de segmentation stratégique militaire internationale serait de voir l'OTAN bombarder avec ses avions en appuyant les troupes russes au sol. La Russie ne s'est pas encore prononcée pour des frappes mais apparaît cette fois-ci plutôt parent normatif que bienveillant. Et n'oublions pas non plus que le Président des Etats-Unis n'a pas encore opté pour une intervention militaire.

Une guerre étrangère peut calmer une guerre civile. Au son du canon, tout le monde se rassemble et se serre les coudes, comme également les politiques au sortir de la guerre. Mais on peut aussi en profiter pour tuer son opposant et faire passer cela sur le compte de la guerre. Bachar al-Assad a testé cette solution par des paroles fortes en début d'année alors protégé par son allié russe. La guerre civile guettait après le premier retour de Louis XVIII. En revenant, Napoléon la calma en réinstallant une guerre étrangère. Mais un bon tremblement de terre ou



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Une autre vision de l'Europe

une catastrophe humanitaire peuvent aussi calmer les esprits, inciter les gens à vivre et travailler ensemble. Si aucune de ces options n'est à souhaiter, elles montrent bien qu'une solution est possible.

Quelle MESORE pour le Président ? Le Président syrien, qui a montré son goût de façade ou réel pour l'humanitaire, peut-il s'en sortir désormais ? Devra-t-il suivre la voie des dirigeants en exil, condamnés emprisonnés ou exécutés ? Le départ des anciens dirigeants a-t-il été salutaire ? La majorité de l'opinion publique internationale et son opposition dans le pays pense de *façon logique* qu'il doit partir. Sans forcément le défendre, on peut aussi poser une option différente d'un maintien en lui demandant une ultime fois lui demander de trouver LA solution, pour calmer sa croisade avec son caractère persévérant de jusqu'au boutiste et d'attaquant.

La France peut et doit jouer son rôle de leader diplomatique pour le compte de l'Europe de par son histoire. Voir avec orgueil, lors des conférences de presse, que le blason du ministère des affaires étrangères syrien est également écrit en français, nous rappelle ce lien avec cet ancien protectorat. Et n'oublions pas que la langue française reste le juge de paix le plus précis et le plus utilisé en droit international.

Mais en dehors des guerres militaires et des cataclysmes, il existe aussi des guerres économiques. Sans perdre la face, sans un coup de feu supplémentaire et sans attendre la destruction de son pays, Bachar al-Assad peut encore garder la main et compenser une partie de sa dette en détournant les esprits dans une logique de reconstruction et dans une solution conceptuelle et décroisée où l'Europe a une carte et un rôle à jouer : devenir facilitateur de la dynamique économique euro-méditerranéenne (EUROMED) qui n'a jamais vraiment pris ses marques. En y incluant désormais la Lybie, cette solution pourrait être adoubee diplomatiquement par les Etats-Unis, la Russie et la Chine car c'est aussi une des rares tables où Palestiniens et Israéliens se réunissent. Mais si ce n'est lui, ce sera le rôle de son remplaçant et du futur gouvernement.

Et pourquoi pas une force d'intervention arabe en Syrie ? (août 2012)

Kofi Annan vient d'annoncer qu'il s'en irait fin août à l'issue de son mandat devant la gravité des coûts humanitaires en Syrie, les menaces exceptionnelles sur la paix et la sécurité internationale, la militarisation croissante sur le terrain, le manque d'unité au sein du Conseil de Sécurité, que ce dernier n'a pas immédiatement endossé les conclusions de la réunion de Genève sur les principes d'une transition politique.



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe
Une autre vision de l'Europe

Vous avez déjà lu certains articles impliquant l'ONU sur les réalités d'un Etat Palestinien et sur certaines pistes de sortie de crise en Syrie. Ce tournant confirme certaines réalités et j'aurais aussi pu faire un article sur « mais à quoi sert donc l'ONU » ?

Les interventions ou les situations de statut quo sont liées soit à l'absence de réel enjeu de Pouvoir « sur » ou Pouvoir « pour », soit à l'absence de Protection suffisante suite à une volonté de Permission d'intervention. (3P). On imagine que les analyses forces, faiblesses, opportunités, menaces (SWOT), les GROW, les SMART, analyses de risque sont nombreuses. Mais je sais bien, en connaissance de cause, qu'elles ne sont pas aussi structurées car ces méthodes ne sont pas apprises dans les écoles de science politiques et la gestion de crise est souvent faite en coin de table ou en comité restreint.

On se souvient des mots d'un Président chinois envers son homologue français, lui demandant d'arrêter son ingérence et faisant volontiers un raccourci entre le Tibet et la Corse. On se souvient du laisser faire indifférent, impuissant ou contrôlé des actions russes en Tchétchénie et plus avant en Hongrie et Tchécoslovaquie sans interventions occidentales avec un deuil non encore fait. On se souvient du Japon en Chine, de l'Allemagne entrée à l'ouest du Rhin ou en Autriche, de celle de l'Italie en Ethiopie. Mais il y eut également et heureusement la non intervention soviétique en Allemagne de l'Est en 1989 qui laissa le mur s'écrouler et fit retomber la tension que nous ressentions dans nos régiments en Allemagne.

On se souvient aussi du laisser faire de l'intervention alliée en Irak, en Afghanistan ou en Lybie, l'entrée en guerre des Etats-Unis après l'attaque de Pearl-Harbour en réaction au blocus économique du Japon, de l'entrée en guerre du Royaume Uni puis de la France en septembre 1939, bien tardivement d'ailleurs mais comme plus avant avec Napoléon lors de l'agression de la Pologne, apparemment stratégique, voire sensible. On se souvient de la vive tension apparue à Cuba où le choc a peut-être été évité grâce à un pacha de navire ou encore des interventions plus ou moins rapides en Afrique souvent par une force continentale.

La Syrie et son accès à la mer, semble représenter un intérêt autrement plus stratégique pour la Russie que d'autres pays et le président Poutine cherche à jouer les protecteurs loyaux à moins qu'il n'ait le testament de Pierre le Grand dans la poche ? A quoi joue vraiment la Russie ? Pourquoi n'a-t-elle pas réagi chez son ancien allié égyptien ? Serait-elle en meilleure santé désormais pour intervenir militairement ? On peut comprendre que le dirigeant russe veuille exister et surtout ne pas être dépendant. Mais n'est-ce pas non plus nous qui sommes trop exigeants ni *interdépendants* en réclamant le départ automatique de Bachir El-Assad s'il s'avère qu'il puisse y avoir une autre solution pour arrêter ces tueries ? Quel est également notre réel objectif ?



I.R.C.E.

Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe

Une autre vision de l'Europe

Aussi, pourquoi, la ligue arabe, qui s'oppose à l'attitude du Président Syrien, mais qui pourrait plutôt jouer un rôle facilitatrice, ne pourrait-elle pas constituer une force armée d'intervention sur ses territoires, et donc en Syrie, comme elle l'avait créée au Liban avec la mise en place d'une certaine solution de rechange ?

Certes les réalités sont différentes qu'en 1976 au Liban où il s'agissait essentiellement de régler le problème palestinien. Mais la ligue arabe aurait-elle des souvenirs mitigés de la création de la *force symbolique de sécurité* rebaptisée en *force de dissuasion* et des *casques verts* où il s'agissait de remplacer la force syrienne dont le contingent fut finalement majoritaire et où Damas avait tout fait pour contrer l'application du plan de paix de la ligue arabe. Mais était-ce peut-être une autre meilleure solution de rechange (MESORE) pour lui aider à montrer l'exemple.

La Russie et la Chine n'ont pas apprécié d'avoir été trompés sur le sort du dirigeant lybien mais qu'en avaient-ils réellement à faire ? N'auraient-ils pas envie de jouer à *cette fois je te tiens salaud* ou au *tribunal* ? Et les autres ne seraient-ils pas en train de jouer à *sans toi* ? Les alliés sont-ils en train de penser avant de franchir la *ligne imaginaire* et passer à l'action ?

Qu'en pense Israël inquiète de la pérennité de son traité de pays avec son voisin et qui peut jouer à l'enfant rebelle en pleine campagne présidentielle américaine ? « Ce monde est dangereux ». Mais savons nous vraiment ce que cache cette phrase apprise dans nos écoles militaires et de science politique et souvent reprise sans en connaître vraiment la consistance dans les lectures et discours de défense ? Avons-nous l'impression de tout maîtriser ou de mieux nous cacher en prononçant ces mots comme quand on parle partout d'« excellence » pour mieux cacher les erreurs « impossibles » ?

Mais une chose est certaine : il n'est pas pensable de laisser ce territoire à feu et à sang et laisser le président syrien éternellement jouer à *Schlemiel* et une intervention armée reste encore possible. Ce soir j'ai une intuition de peur mondiale. Peur de l'attitude de la Russie, peur du manque de pistes de négociation des puissances occidentales, peur du dirigeant syrien, peur surtout pour le monde.

Depuis 42 ans, je me souviens toujours des paroles d'une religieuse jurassienne qui nous rappelait la révélation divulguée lors d'une sainte apparition : la France connaîtra un grand monarque qui s'appellera François, la Russie se démocratisera et une nouvelle guerre mondiale et nucléaire se déclencherà à l'Est avec la présence des forces russes (et non soviétiques) au bord de la méditerranée. Espérons que pour ce troisième point elle se sera trompée et espérons que le nouveau secrétaire général de l'ONU saura avancer les bonnes cartes de prises de décision.